

Est-ce la fin du système financier actuel?

Après les récentes faillites bancaires et pertes sans précédent sur les marchés boursiers de New-York et du reste de la planète, ainsi que les centaines de milliers d'emplois perdus, les gens sont de plus en plus nerveux: serait-ce la fin du système financier actuel tel que nous le connaissons? Est-ce tout le système économique qui est au bord de l'écroulement total? La réponse est: oui, absolument... à moins que le système d'argent-dette actuel soit remplacé par un système d'argent sans dette, accompagné de dividendes versés à chaque individu.



Verser des centaines de milliards de dollars aux banques ne sauvera pas le système: c'est comme jeter de l'argent au feu.

Les médias rapportent que les banques ont fait de mauvais prêts (surtout des prêts hypothécaires pour l'achat de nouvelles maisons) qui ne peuvent être remboursés, et qu'ainsi elles n'ont plus d'argent à prêter, et doivent donc absolument être «secourues» par les gouvernements. Les autorités financières ont même menacé les gouvernements en déclarant que si une telle aide (plan de sauvetage) ne leur était pas accordée, cela entraînerait automatiquement le chaos et l'écroulement total de tout le système économique. On connaît la suite: en octobre dernier, le gouvernement américain a voté une aide d'urgence de 700 milliards de dollars pour «venir en aide» aux institutions financières; la semaine suivante, l'Europe, ne voulant demeurer en reste, vota en faveur d'un plan de sauvetage encore plus gigantesque: 2 300 milliards de dollars! Ces sommes astronomiques suffiront-elles pour mettre fin à la crise et ramener la situation à la normale?

Non, verser des centaines de milliards de dollars aux banques ne sauvera jamais le système financier actuel, ça ne fera que retarder son écroulement de quelques semaines. Et si on étudie la façon dont le système actuel d'argent-dette fonctionne, on comprendra que ces immenses plans de sauvetage ne font qu'empirer davantage la situation.

Ceux qui lisent Vers Demain depuis un certain temps, et ceux qui ont étudié les 10 leçons sur le Crédit Social, savent que dans le système financier actuel, tout l'argent qui existe est créé sous forme de dette par les banques commerciales lorsqu'elles accordent un prêt:

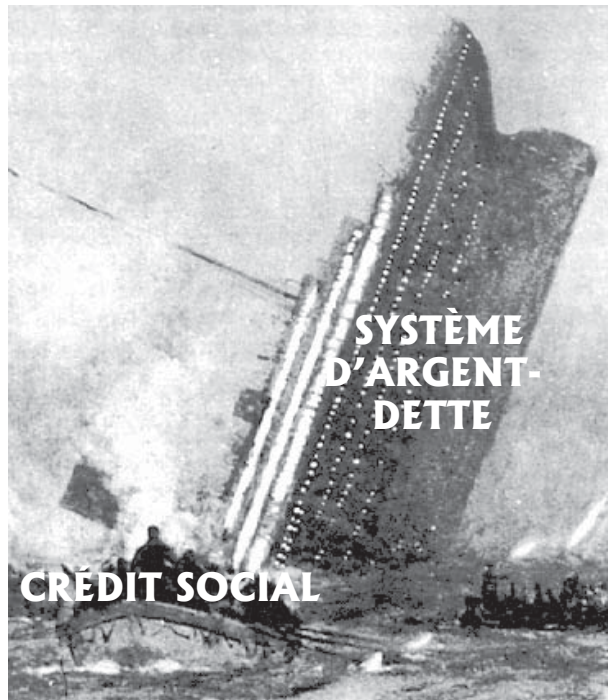
Les banques commerciales créent l'argent qu'elles prêtent, mais pas l'intérêt qu'elles exigent en retour. Les banques demandent de rembourser de l'argent qu'elles n'ont pas créé, donc de l'argent qui n'existe pas (ne l'oubliez pas, dans le système financier actuel, seules les banques créent l'argent pour le pays). Dans le système actuel, pour qu'un emprunteur puisse rembourser son prêt (capital et intérêt), d'autres doivent nécessairement faire faillite. Si un emprunteur réussit à rembourser son prêt, c'est qu'il a pris cet intérêt sur la somme mise en circulation par un prêt à un autre emprunteur, qui sera donc lui-même dans l'impossibilité de rembourser son prêt.

Tout l'argent est créé par les banques sous forme de prêts: si personne n'empruntait des banques, il n'y aurait pas un sou en circulation. La seule façon de maintenir le système financier actuel est de continuer d'emprunter... et de créer plus de

dettes. Mais, inévitablement, arrive le temps où ce système atteint sa limite mathématique, où même payer l'intérêt sur la dette devient impossible: nous avons atteint ce point. (Cela est spécialement vrai pour les États-Unis d'Amérique.)

Lorsqu'on comprend que pour venir au monde, tout argent doit être prêté par les banques sous forme de dette, ces soi-disant plans de sauvetage sont de la pure folie: les gouvernements doivent emprunter des banques pour venir en aide aux banques qui n'ont prétendument plus d'argent à prêter! Les gouvernements ne font ainsi que s'endetter davantage envers des compagnies privées qui ont usurpé le pouvoir souverain de l'État de créer l'argent pour la nation.

Ce ne sont pas les banques qui ont besoin d'aide financière, mais les consommateurs, qui eux n'ont pas le pouvoir de créer l'argent, et ont des besoins criants, tel que se nourrir, se vêtir, se loger. Malgré la production qui abonde dans les magasins, les revenus des consommateurs sont insuffisants pour subvenir à leurs besoins essentiels. (La dette des consommateurs dépasse d'ailleurs de beaucoup celle des gouvernements.) Un système de Crédit Social ferait en sorte que chaque citoyen soit reconnu comme actionnaire des richesses naturelles et inventions du pays, et reçoive un dividende lui garantissant le nécessaire pour vivre, sans endetter d'un sou le gouvernement de la nation.



Quel bateau préférerez-vous?

Les Financiers savent très bien que les dettes des pays sont impossibles à rembourser, que le système financier actuel est défectueux à sa base, et qu'il ne peut engendrer que crises et révolutions. Mais c'est exactement ce qu'ils souhaitent: ils créent le problème afin de pouvoir imposer leur propre solution.

Comme l'a écrit Clifford Hugh Douglas, le fondateur de l'école créditiste: «**Le Pouvoir Monétaire ne veut pas, et n'a jamais voulu, améliorer le système monétaire; ses conséquences — guerres, sabotage et frictions sociales — sont exactement ce qui est désiré.**» Pourquoi? C'est parce que les Financiers se croient les seuls à être capables de bien diriger l'humanité, et c'est afin de pouvoir imposer leur volonté sur les individus et contrôler le monde qu'ils ont inventé un tel système d'argent-dette. Ils veulent amener toutes les nations du monde dans un tel état de crise que ces pays croiront n'avoir pas d'autre choix que d'accepter la solution «miracle» des Financiers pour les «sauver» de la catastrophe: la centralisation complète, une seule monnaie mondiale et un gouvernement mondial, où toutes les nations devront abandonner leur souveraineté.

La vraie solution serait que chaque pays devienne véritablement souverain et émette sa propre monnaie sans intérêt et sans dette. Mais ce n'est pas ce que les Financiers veulent: ils prétendent que pour un problème mondial, la solution doit être mondiale (une seule monnaie mondiale pour tous les pays).

David Walker, contrôleur général du bureau des comptes des États-Unis (jusqu'en mars 2008) a déclaré que les États-Unis ne pourraient pas rembourser les intérêts sur leur dette nationale au-delà de 2009. (On prévoit un déficit record de 1 000 milliards \$ pour l'année budgétaire 2008-2009, qui s'ajoutera à la dette déjà monstrueuse de 10 000 milliards pour le gouvernement américain.) Tel que mentionné sur le site internet haltturnernshow.com, le plan est de mener intentionnellement les États-Unis à la banqueroute (la route de la banque...) pour forcer l'union des États-Unis avec le Canada et le Mexique et ne former qu'un seul pays, appelé «l'Union nord-américaine».

Le Département du Trésor (ministère des finances) américain déclarera que les États-Unis ne peuvent plus payer leur dette, et que le dollar américain doit être «démonétisé» (perdre son statut de monnaie et ainsi, par la loi, ne plus être accepté comme moyen de paiement), et qu'une nouvelle monnaie commune sera introduite pour les trois pays n'en formant maintenant qu'un: l'amero (tout comme il existe l'euro pour l'Europe). Les «anciens» dollars seront dévalués de 90: en d'autres mots, on obtiendra seulement 2 cents pour chaque dollar actuel.

Puisque la Chine détient actuellement plus de 2 300 milliards de dollars américains en réserve en raison de la balance commerciale défavorable des États-Unis, les Chinois demanderont et obtiendront avant tout le monde des milliards de cette nouvelle monnaie, l'«amero». Une pièce de 20 ameros (telle que reproduite ci-contre) a été frappée à l'hôtel des monnaies de Denver en 2007, ce qui prouve que l'écroulement du dollar américain actuel est planifié depuis au moins un an. Voici le choix que nous offre les Financiers: les gens seront laissés instantanément sans le sou, du jour au lendemain, à moins qu'ils acceptent cette nouvelle monnaie amero. (Et si le désordre s'installe, le gouvernement pourrait bien sauter tout de suite à l'étape suivante: remplacer la monnaie par une puce électronique implantée sous la peau.)



Le «moment psychologique»

Un tel choix (l'argent actuel dévalué de 90%, ou même une puce sous la peau) est-il acceptable? N'y a-t-il pas d'autre choix? Oui, c'est d'appliquer les principes financiers du Crédit Social, et garantir un pouvoir d'achat suffisant à chaque citoyen.

Douglas a prédit que le système actuel d'argent-dette des banquiers finirait par devenir insoutenable et s'effondrerait de lui-même. Mais il ajoutait qu'il viendra un «moment psychologique», un moment critique où la population, étant donné la gravité de la situation, et cela malgré toute la puissance des financiers, aura assez souffert de leur système d'argent-dette qu'elle sera disposée à étudier et accepter le Crédit Social. Douglas écrivait ce qui suit en 1924, dans son livre *Social Credit*:

«**En raison de son importance, la situation sera épouvantable. Une période relativement courte permettra probablement de décider si nous pouvons maîtriser la puissante machine économique et sociale que nous avons créée, ou si c'est elle qui nous maîtrisera. Durant cette période, la moindre impulsion de la part d'un groupe d'hommes, qui savent quoi faire et comment le faire, pourra être la différence entre un nouveau recul dans l'âge des ténèbres, ou l'avènement en pleine lumière d'une ère d'une telle splendeur, que nous pouvons à peine imaginer. C'est cette nécessité de la connaissance du moment psychologique, et du choix de l'action appropriée, qui devrait être présente à l'esprit de cette minorité consciente de la gravité des temps présents.**» Ce moment psychologique, il est arrivé maintenant! C'est à vous, cher lecteur, de faire connaître le Crédit Social aux autres!

Alain Pilote



Nouveau drapeau

L'Union Nord-Américaine

La perte de la souveraineté

L'article suivant a été écrit par Pierre Marchildon, en 2007:

par Pierre Marchildon

Après la création du premier bloc de l'Union nord-européenne, la seconde étape ou second bloc du Nouvel Ordre Mondial est l'union du Canada, du Mexique et des Etats-Unis, pour former un seul pays. Cette étape est appelée «Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité». En mars 2005, le Président Georges Bush, des Etats-Unis, le Président Vicente Fox, du Mexique, et le Premier Ministre Paul Martin, du Canada, signèrent cet accord. Les 21 et 22 août 2007, le Premier Ministre canadien actuel, Stephen Harper rencontra à Montebello, au Québec, le Président Bush et le Président Felipe Calderon, du Mexique, pour discuter du partenariat en détail.

Ainsi le continent nord-américain sera transformé en un pouvoir mastodonte semblable à l'Union européenne qui, en Europe, cause la disparition de la classe moyenne et une augmentation dramatique du coût de la vie.

Le Pape Jean-Paul II a condamné ce genre de mondialisation quand il a dit aux membres de la fondation pour l'Ethique et l'Economie, le 17 mai 2001 (www.vatican.va): **«Plusieurs admettent aussi que cela ne garantit pas une juste distribution des biens aux citoyens de différents pays. Ce qui arrive, c'est que les richesses produites sont souvent concentrées entre les mains d'un petit groupe de personnes, ce qui affaiblit davantage la souveraineté des Etats nationaux. Les nations faibles qui sont synonymes de pays les moins développés sont davantage ébranlées par leur manque d'accès au système mondial qui est maintenant gouverné par quelques centres dirigés par un petit nombre d'entreprises privées. Le libre marché, naturellement, est une caractéristique particulière de notre temps. Cependant il y a des besoins humains indispensables qui ne peuvent pas être laissés à la merci du libre-marché au risque d'être mis de côté.»**

The Council on Foreign Relations Conseil des Relations étrangères

Le Council on Foreign Relations est un des principaux architectes du Nouvel Ordre Mondial, un groupe qui promeut la mondialisation dans tout l'univers et qui a des membres de haut rang dans l'ensemble des partis politiques. Dans leur propre plan présenté en mai 2005, le Council on Foreign Relations donne un compte-rendu intitulé «La construction d'une communauté nord-américaine» et il déclare: «La recommandation principale du Groupe de travail est d'établir d'ici 2010 une communauté économique et sécuritaire en Amérique du Nord, dont les limites seraient définies par un tarif douanier commun et un périmètre de sécurité externe.» (Page 53-54)

Un des coprésidents du Groupe de travail, Bill Weld était aussi gouverneur du Massachusetts. Il est pro-avortement, pro-homosexuel et un Républicain libertaire, partisan de l'anarchie.

En d'autres mots, il n'y aurait ni barrières, ni douanes qui resteraient entre les pays, mais il y en aurait seulement dans le périmètre extérieur; l'union des pays deviendrait ainsi l'Union nord-américaine avec les mêmes principes que l'Union européenne.

«Ses limites (de l'Union nord-américaine) seront définies par une barrière douanière commune et un périmètre extérieur de sécurité à l'intérieur duquel la circulation des personnes, des produits et des capitaux sera légale, harmonieuse et sécuritaire. Son but sera de garantir une Amérique du Nord libre, juste et prospère.» (Page 61)

Si le Partenariat pour la sécurité et la prospé-



Stephen Harper, Felipe Calderon et George Bush

rité a le pouvoir de contrôler les mouvements du commerce, des investissements, de l'éducation et de la production, alors nous, comme peuples, nous n'aurons rien à dire dans l'administration de nos pays.

Voici un exemple de ce qui arrive dans l'Union européenne, aujourd'hui: quand on a posé des questions au Ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, Klaus Kinkel, au sujet du peuple qui n'avait pas désiré le remplacement de leur monnaie nationale par l'Euro, il répondit: «Les politiciens devraient avoir le courage de prendre des décisions... contre la volonté du peuple.» Claude Cheysson, de France, a admis que l'Union européenne avait été construite tout simplement en «l'absence de la démocratie».

Ainsi la démocratie et la souveraineté nationales seront compromises et l'Union nord-américaine introduira l'«Amero» qui sera une monnaie unique sous le modèle de l'Euro.

Après l'«Amero», on voudra introduire une société sans papier-monnaie pour les trois nations, et les transactions dans ce système électronique de haute-technologie dévoileraient vos allées et venues ainsi que des informations personnelles.

En 1986, la loi de l'Europe unie a été signée dans le but de créer «un territoire sans frontières internes dans lequel la circulation libre des biens, personnes, services et capitaux est assurée selon les clauses de ce Traité».

Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité utilise presque les mêmes expressions que la loi de l'Union européenne quand il affirme: «Pour rendre l'Amérique du Nord prospère dans l'avenir, il faut cultiver l'efficacité de la circulation des personnes, des biens et des services qui traversent nos frontières.»

Ce plan du Partenariat pour la sécurité et la prospérité n'est pas appuyé ou même bien connu par les citoyens de nos pays; mais il est plutôt secondé et connu par les quelques compagnies mondiales qui en bénéficieront.

En Europe, le coût élevé de la vie provoque la disparition de la classe moyenne. Le Fonds Monétaire International a déclaré que le haut taux de chômage demeure un problème majeur en Europe, spécialement depuis que les systèmes économiques adoptèrent l'union monétaire (l'Euro), le 1^{er} janvier 1999.

De la Pologne, il y a eu une immigration massive vers l'Angleterre, au-delà d'un million et demi de Polonais ont traversé les frontières pour aller chercher du travail. Aux Etats-Unis, l'ex-Président Bush avait proposé une politique de «porte ouverte» avec le même scénario pour l'Union nord-américaine.

Alors, qui bénéficiera de cela? L'élite supérieure qui comprend entre autres: le Council on Foreign Relations, les Bilderbergers, les Illuminati et le Co-

mité des 300. L'Union nord-américaine a été créée en cachette et est déjà en bonne voie d'être mise sur pied avec l'aide de nos représentants et de nos gouvernements élus qui ont recours au Partenariat pour la sécurité et la prospérité et à l'Accord du libre-échange nord-américain.

Un des membres du Council on Foreign Relations est Zbigniew Brzezinski qui a écrit un livre intitulé «Technotronic Era» (L'ère de la technotronic). Il échange des vues sur différentes manières de contrôler les Etats-Unis et finalement le monde entier via les Nations unies. Ses sources ne sont rien d'autre que le plan du «Comité des 300» pour une domination mondiale. Brzezinski remplissait alors le rôle de Conseiller de la Sécurité Nationale auprès du Président Jimmy Carter et il est un membre important du «Comité des 300» et du «Council on Foreign Relations».

Plusieurs d'entre nous croyaient que notre gouvernement ne pouvait pas envisager une telle union des pays en un seul gouvernement, mais maintenant cela devient rapidement une réalité et nous ne pouvons pas ignorer plus longtemps les preuves que nous avons sous les yeux. Le Docteur Itmar Ising, un des dirigeants de la Banque centrale européenne, a dit que «dans tous les pays où l'Euro a remplacé la monnaie nationale, ils ont cessé d'exister comme territoires séparés. Il n'y a plus d'Allemagne ni de France ni de Belgique. C'est tout simplement l'Europe».

Ces hommes ont alors en main les moyens pour transformer un Etat qu'ils trouvent non conforme à l'Union.

Le rapport du Council on Foreign Relations «Building a North American Community» (Construire une Communauté nord-américaine), continue: «Bien que chaque pays doive retenir son droit d'imposer et de maintenir des règlements uniques, conformes à ses priorités nationales et au niveau des revenus, les trois pays devraient s'efforcer de faire converger leurs réglementations.

«Les trois dirigeants ont souligné l'importance d'aborder cette question au sommet du mois de mars 2005, au Texas. Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité qu'ils ont signé, reconnaît la nécessité de se concentrer davantage sur le développement de la force économique du continent en plus d'assurer la sécurité. A cette fin, il met beaucoup d'emphase sur les questions de réglementation. Les cadres supérieurs des trois pays ont mis sur pied une série de groupes de travail dirigés par des ministres du Cabinet désignés. Ces groupes de travail ont pour mandat de produire un plan d'affaire pour approbation par les chefs de gouvernements dans les 90 jours, avant la fin du mois de juin 2005 et de faire des comptes rendus réguliers par la suite.» (Page 85)

Les recommandations de ce Groupe de travail ont été publiées en 2005, mais à peu près aucune mention n'en fut faite dans les médias. C'est ainsi que les promoteurs de l'Union nord-américaine gardent la population dans l'ignorance de leurs intrigues.

Dans un rapport daté du 24 mai 2007 provenant de Washington, nous avons appris par le Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales (CSIS) que le rapport final des plans pour l'Union nord-américaine devait être soumis au Congrès en septembre 2007.

Pour ceux qui ne le savent pas, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a été créé pour promouvoir les objectifs de l'Union nord-américaine. L'économie mexicaine est contrôlée par l'Accord de libre-échange nord-américain. Les Mexicains cherchent des emplois en dehors de leur pays comme cela arrive dans l'Union européenne. Récemment un témoignage d'un immigrant mexicain, de Cancun, a été publié en vue dans un journal: «Si c'était vrai que le libre-échange est bon pour le Mexique, (suite en page 3)

L'Union Nord-Américaine

(suite de la page 2)

La super autoroute de l'ALENA

Le dernier projet des mondialistes est la soi-disant "super autoroute" de l'ALENA — qui serait une autoroute allant du Mexique au Canada. Vous pou-



vez voir sur le diagramme ci-dessus que cette autoroute relierait littéralement tout le continent nord-américain. Les mondialistes disent que les échanges seraient plus faciles, plus vites et plus efficaces et feraient un énorme impact sur le monde financier. Ils projettent d'implanter des systèmes d'identification électronique de haute technologie pour traverser plus facilement les frontières de chaque pays, en utilisant des moyens électroniques dans la marchandise elle-même. Les étiquettes RFID qui sont maintenant encouragées et utilisées seront nécessaires, selon l'Accord de libre-échange nord-américain, pour identifier les produits qui seront expédiés dans les autres pays.

En septembre 2006, le représentant du Congrès Ron Paul, candidat républicain pour la présidence, opposé à la super autoroute de l'Accord de libre-échange nord-américain, a dit: «Cette super autoroute relierait le Mexique, les Etats-Unis et le Canada, en traçant une large bande au centre du Texas jusqu'à Kansas City. Des embranchements relierait la principale artère à la côte ouest des Etats-Unis, la Floride, et au nord-est. Des personnes proposent une autoroute colossale à dix voies, la largeur de plusieurs champs de footbals, avec des voies ferrées et des voies pour la marchandise, des câbles à fibre optique, des pipe-lines d'huile et de gaz naturel le long de l'autoroute.

«Tout ce projet exigera des travaux d'une ampleur sans précédent pour le fédéral et les Etats, puisque des millions de gens, de commerces devront être démenagés. La perte de communautés entières est presque certaine puisque ceux qui exécuteront les plans de l'autoroute d'une étendue de milliers de milles, ne pourront pas contourner une ville attrayante, un monument historique ou la maison d'un citoyen âgé.

«Le Gouverneur Perry, du Texas, est un partisan du projet de la super autoroute et le Congrès américain a fourni des petits montants pour l'étude de la proposition. Etant donné que cette question d'argent était seulement un point dans ce projet de loi de finance concernant les énormes déplacements, la majorité des membres n'y portèrent pas attention.

«Le but final n'est pas simplement une super autoroute, mais l'établissement de l'Union nord-américaine — parachevée avec une monnaie (unique), une bureaucratie s'étendant dans les trois pays et des déplacements effectivement sans frontières dans l'Union. Comme l'Union européenne, l'Union nord-américaine représenterait un autre pas vers l'abolition complète de la souveraineté nationale.» — Ron Paul

Sous le régime terroriste, les nouvelles technologies seront nécessaires pour améliorer les buts sécuritaires communs et promouvoir la circulation légitime des gens et des biens d'un pays à l'autre, par l'établissement d'une frontière «intelligente¹ et sécuritaire» avec un système de localisation GPS² de haute technologie. Plusieurs camionneurs américains seraient remplacés par des Mexicains parce que les conducteurs mexicains sont payés 25% à

1 Un système de contrôle intelligent très complexe qui permet de capter des données touchant le transport routier et par conséquent aux points de contrôle, de restituer aux utilisateurs et intervenants des informations susceptibles d'améliorer la gestion du trafic et de sécurité.

2 Système de localisation qui permet, à un moment précis, de déterminer une position géographique en se servant de signaux émis par des satellites placés en orbites autour de la terre, vers un appareil récepteur situé sur le site à localiser. (Office de la langue française)

50% de moins que les conducteurs des Etats-Unis.

Cette «super autoroute» sera construite et financée en partie par une compagnie de construction d'autoroutes de Madrid, Espagne, appelée Cintra. Les propriétaires de cette compagnie possèdent plusieurs autoroutes avec des postes de péage, notamment la 407 à Toronto, en Ontario. Au Texas, l'autoroute, appelée maintenant Trans-Texas Corridor, est évaluée au montant de 184 milliards \$ et aura environ 4 000 milles (6 437 kms) de longueur. Cintra a investi dans ce projet et a promis de contrôler le péage pendant les 50 premières années. En mars 2002, le Gouverneur Perry, du Texas, a rencontré le Gouverneur du Mexique et ils signèrent une entente pour étendre l'autoroute «Trans-Texas Corridor» à l'intérieur du Mexique, qui bénéficiera aux compagnies mondiales.

Un Etat policier

«The real ID act» (La loi d'identification réelle) a pour but, dit-on, de détourner le terrorisme. Le mécanisme final en matière de maintien de l'ordre dans l'Union nord-américaine est un Etat policier consolidé par des lois antiterroristes. Ces lois antiterroristes sont seulement des moyens trompeurs pour dépouiller le peuple de ses libertés sous prétexte de promouvoir une soi-disant sécurité (puisque nous serons épiés comme si nous étions tous des terroristes). Une partie du plan de ce Groupe de travail Canada-Etats-Unis-Mexique est d'établir une union-douanière à la grandeur du continent avec un accès commun au commerce, à l'énergie, l'immigration, et d'imposer une loi du maintien de l'ordre et de sécurité qui éliminerait effectivement les frontières nationales qui existent actuellement.

En mai 2005, le Président Bush a signé le «Real ID Act» (Loi d'identification réelle). Cette carte ou permis sera indispensable pour traverser les frontières des Etats-Unis. Elle sera également obligatoire pour les comptes de banque, pour obtenir une sécurité sociale ou un autre service du gouvernement. Sans cette carte munie d'une puce électronique, vous ne pourrez même pas pénétrer dans l'édifice du gouvernement ni monter dans un avion.

Le Département de la Sécurité intérieure propose «d'établir un minimum de normes pour les permis des conducteurs fournis par l'État et pour les cartes d'identification que les Agences fédérales accepteraient. Ce règlement propose des normes pour répondre au minimum des exigences du REAL ID Act de 2005: informations et caractéristiques de sécurité qui doivent être inscrites dans chaque carte, informations requises pour établir l'identité et le statut d'immigration du requérant avant qu'une carte puisse être émise, et des normes de sécurité physique aux endroits où les licences des conducteurs et les cartes d'identification adéquates sont émises».

«Chaque année, l'expansion (*le cheminement vers l'union des pays*) continuera d'admettre des milliers de policiers ou soldats aux frontières», dit un rapport du Département de la Sécurité intérieure. On est porté à se demander pourquoi ces planificateurs exigent un effectif militaire si puissant aux frontières de l'Amérique.

En plus de cette main-d'oeuvre supplémentaire, les mesures de sécurité comprennent une technologie avancée qui facilitera l'application des lois du maintien de l'ordre et des enquêtes dans le domaine de la criminalité et de la sécurité. En réalité, tout ce qui ne sera pas conforme à l'Union nord-américaine pourra être interprété comme un comportement criminel.

Loi de l'Insurrection

Le Président Bush a signé une loi en novembre 2006 qui permet au Président actuel des Etats-Unis d'imposer la loi martiale. La révision de Insurrection Act (Loi de l'Insurrection) permet maintenant au Président des Etats-Unis de déclarer l'état d'urgence publique, de stationner des troupes partout en Amérique et de mobiliser les soldats de la Garde nationale sans le consentement ni l'approbation des autorités locales sous prétexte ou dans le dessein de supprimer le désordre public.

Un Partenariat tripartite permettra aussi à deux pays de faire avancer les questions débattues, (contestées, discutées) telles que l'euthanasie, le mariage de même sexe, et de créer un climat qui incitera le troisième pays à accepter cela plus tard. Un exemple classique de l'influence de l'Union européenne sur la question de l'avortement est le récent conflit de l'Union européenne avec la Pologne, parce que celle-ci s'opposait à l'avortement. à l'occasion du congrès mondial des familles.

L'Élite mondiale veut enlever toutes les frontières entre les pays dans le but de faciliter les échanges, etc. Le 13 novembre 1993, le Président Bill Clinton a dit que l'Accord de libre-échange nord-américain s'étendrait rapidement et engloberait non seulement le Mexique mais aussi le reste de l'Amérique latine. A cause de l'effondrement économique, plusieurs pays de l'Amérique du sud, tels que l'Équateur, le Salvador, le Panama et les Îles Vierges Britanniques ont été forcés de remplacer leur monnaie souveraine pour le dollar américain qui les met déjà sous le contrôle des banquiers internationaux. La nouvelle étape sera l'«Amero». Les autres nations ont réussi à garder leur monnaie mais elles luttent économiquement.

La solution proposée par Bush et les banquiers internationaux est d'exhorter le Congrès à établir une loi pour l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale. Ensemble, l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale et l'Accord de libre-échange nord-américain créeraient un immense bloc économique par l'union des Amériques, une Union américaine qui nous conduirait dans la voie du Gouvernement Mondial. L'administration Bush visait aussi le Moyen-Orient comme nouveau continent dans le développement démocratique. Cela signifie le regroupement des pays soi-disant libérés du Moyen-Orient conformément à l'Accord de libre-échange du Moyen-Orient qui a été proposé et approuvé par le Congrès des Etats-Unis en 2003.

Tous ces nouveaux droits humains sont appuyés par la Constitution mondiale des Nations unies qui l'emporte sur notre constitution. Il nous suffit de regarder ce qui arrive en Europe, où la situation s'aggrave chaque année dans chaque pays forcé d'accepter la culture de mort par l'avortement, l'euthanasie, etc. Informons-nous nous-mêmes de cette question et transmettons le message à tous ceux qui nous entourent. Les vrais patriotes doivent connaître ce qui arrive avant qu'il soit trop tard pour faire quelque chose à ce sujet. La souveraineté nationale de notre pays est en jeu. Soit que nous entrions dans le nouveau centenaire avec un État policier mondial électronique ou que nous y entrions comme êtres humains libres. Tout dépend de l'engagement que nous prenons actuellement. Prévenir c'est se prémunir. Faites-vous un devoir de commander des circulaires de Vers Demain comme celle-ci, pour informer la population et alerter les citoyens du complot secret du «Council on Foreign Relations», du «Comité des 300» et des Illuminati.

Pierre Marchildon

Qu'est-ce que l'Accord de libre-échange nord-américain ?

Le 14 septembre 1993, le Président Bill Clinton signa une entente pour une proposition appelée l'Accord de libre-échange nord-américain. Il avait promis au peuple américain que cette entente (ALENA) créerait plus d'emplois aux Etats-Unis, mais en réalité, la politique de l'ALENA a coûté la perte de plus d'un million d'emplois aux Etats-Unis.

Plusieurs personnes ne réalisent pas que la vraie fonction de l'Accord de libre-échange nord-américain n'a rien à faire avec la création d'emplois, mais fait plutôt partie d'un plan destructeur pour amener notre gouvernement vers un «Nouvel Ordre Mondial» qui a été recommandé par plusieurs prédecesseurs de Clinton. L'ex-Président Georges H. W. Bush a admis dans plusieurs discours qu'il était grandement en faveur de cette idée.

Voici ce qui met le plus d'obstacles à cette fusion des différents pays impliqués: on enlèvera à chaque pays le privilège de voir eux-mêmes aux tarifs et quotas, ensuite on ajoutera des tarifs externes communs à toutes les nations par l'établissement d'une union-douanière. La nouvelle étape est la création d'un marché universel où tous les biens, les services et les gens des pays peuvent se déplacer librement. Autrement dit, une union sans frontières.

Esclavage de la race humaine par la technologie de la micropuce

par Melvin Sickler

Selon les plans des financiers internationaux tout l'argent liquide (papier monnaie et pièces de métal) va disparaître complètement pour être remplacé par l'argent électronique qui sera d'abord utilisé au moyen des cartes à puce, qui seront elles-mêmes remplacées par la micropuce implantée sous la peau de l'individu. La technologie requise a été testée pendant des décennies sur des animaux et actuellement elle est testée sur des êtres humains.

Achats sans argent ni carte

En mai 2002, une nouvelle de Houston, Texas, nous apprenait que les clients du magasin Kroger pouvaient obtenir leurs grosseries sans numéraires, sans chèque, ni carte de crédit, mais seulement en utilisant une nouvelle machine appelée «Touch-n-Pay (toucher et payer). Le client pose son doigt sur la machine (lecteur biométrique). L'empreinte du doigt est examinée et le montant des achats est automatiquement déduit du compte de banque de l'acheteur.

En mai 2002, on annonçait aussi que par l'implantation d'électrodes de la taille d'un cheveu dans les cerveaux des rats, les scientifiques des Etats-Unis pouvaient contrôler à distance ces rongeurs en les faisant tourner, grimper, sauter...

Une nouvelle carte d'identité

En septembre 2002, une nouvelle carte d'identité a été présentée, qui sera imposée à tous les citoyens américains. Dans la partie supérieure à gauche de la carte nous y lisons les mots: «United State identification» avec les lettres USID. Les mots «Department of Homeland Security» (Le Ministère de la sécurité intérieure) apparaissent en dessous du numéro de l'assurance sociale et en dessous de ce numéro la date de naissance. Ensuite, il y a le nom de la personne avec des informations de base telles que la ville du résident. Complètement à droite sur la carte d'identité se situe la photographie de l'individu, gravée au laser avec un mécanisme d'identification à fréquence radio sur la photo.

Puce électronique sous la peau

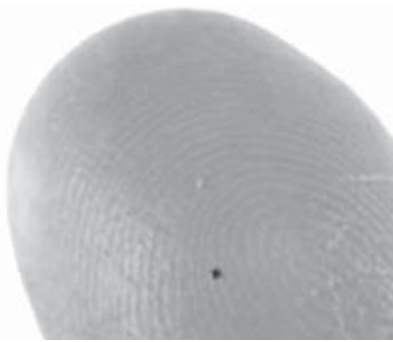
En octobre 2002, Applied Digital Solutions lançait une campagne nationale pour la promotion de la VeriChip, une micropuce de la taille d'un grain de riz mais qui peut-être implantée sous la peau des humains. Une puce électronique a été injectée sous la peau de personnes choisies qui leur permet d'ouvrir automatiquement des portes, de mettre le courant électrique pour la lumière et d'exécuter d'autres petits miracles.

Le chercheur Kevin Warwick, de l'Université Reading en Angleterre, est un des principaux promoteurs de l'utilisation potentielle sans limites de ces micropuces. Les médias ont beaucoup parlé de la famille Jacob, de Boca Raton, en Floride, qui s'est fait implanter la micropuce sous la peau en 2002.

L'étiquette RFID

Il y a aussi une nouvelle technologie de dépiage qui sera utilisée pour étiqueter tous les produits du monde. L'acronyme de cette technologie en anglais est RFID (Radio Frequency Identification), identification par radiofréquence. Les étiquettes RFID furent premièrement réduites à la moitié de la taille d'un grain de sable.

Le 14 février 2007, Hitachi présentait la puce-mu à identification par radiofréquence, la plus petite et la plus mince micropuce du monde qui mesure seulement 0,05 x 0,05 millimètre. Jusqu'alors, la puce la plus petite était la «Hitachi mu-chip», mesurant seulement 0,4 x 0,4 millimètre. Sur la photo en haut de cette page, considérez la taille de la puce-mu sur le bout d'un doigt humain. (Oui, c'est le petit point noir!) Maintenant, comparez cette puce avec les nouvelles puces-mu qui sont soixante fois plus petites que celle reproduite sur la photo. Cette nouvelle puce-mu contient 128



octets de mémoire fixe pour placer un nombre unique de 38 chiffres, comme leur prédécesseur.

Elles captent un signal radio et répondent en transmettant leur code d'identification unique. Quand vous quitterez le magasin avec les articles qui ont l'étiquette RFID, les lecteurs à la porte enregistreront les articles que vous avez achetés et diminueront automatiquement votre compte sans besoin d'argent comptant. Les ordinateurs à la porte relèveront votre puce GPS activée pour vous identifier et la faire correspondre au code électronique du produit pour déduire de votre compte.

«Il y a une autre puce appelée «poussière électronique communicante». Elle est composée de milliers de détecteurs minuscules appelés poussières d'atomes, qui ont des dispositifs de communication sans fil qui leur sont attachés et qui sont capables de communiquer entre eux automatiquement. Ils sont capables de détecter des vibrations, produits chimiques, radiations, agents biologiques, explosifs, pas, voix, images fixes et même des images vidéo, et de transmettre toute l'information à des stations de collection...»

«Ces dispositifs pourraient être employés pour identifier et suivre les traces des gens. Par exemple, supposez que vous participez à quelque protestation ou à une autre activité organisée. Si des policiers ont aspergé ces étiquettes en cet endroit avec cette poussière électronique, chaque individu pourrait être suivi et plus tard identifié à loisir avec des analyseurs d'étiquettes puissants.»

Micropuce injectée aux humains

Le journal *The Canadian* du 9 janvier 2007, dans un article de Lucien Desjardins, signalait que, maintenant, les docteurs des Etats-Unis et de l'Europe encouragent secrètement l'implantation de la micropuce aux nouveau-nés. Le docteur Kilde a révélé qu'Olof Palme de la Suède, alors Premier Ministre à cette époque, avait déjà donné, en 1973, la permission d'implanter la puce aux prisonniers; et l'ex-directeur général Jan Freese de «Data Inspection» a dévoilé, qu'au milieu de l'année 1980, la micropuce était implantée aux patients dans les maisons de convalescence.

Avec cette micropuce en vous, vous serez malheureusement suivi partout à travers le monde. Selon le Docteur Kilde, «les micropuces d'aujourd'hui fonctionnent par le moyen des ondes transmises par radiofréquence, (un signal continu, unique à chaque personne) et elles permettent de suivre les allées et venues de la personne. Avec l'aide des satellites, la personne qui porte la puce sous sa peau peut être retracée partout sur le globe». D'après le Docteur Kilde, les fonctions du cerveau peuvent aussi être contrôlées à distance par des super ordinateurs et peuvent même être modifiées par le changement des fréquences.

Le plan mondial

En 2007, Aaron Russo, producteur et réalisateur de films à Hollywood, a déclaré dans une entrevue que Nick Rockefeller l'avait rencontré pour lui demander d'adhérer au «Council on Foreign Relations». Russo a refusé et a demandé à Rockefeller: «**Quel est le but de cet organisme? Vous avez tout l'argent que vous désirez, vous avez tout le pouvoir à votre portée. Quel but poursuivez-vous?**» Rockefeller répliqua: «**L'objectif final est d'implanter la puce dans tous les êtres humains afin de les surveiller et de permettre aux**

banquiers et à l'élite de contrôler le monde»»

Certains peuvent soutenir que l'ensemble de la population n'acceptera d'aucune manière l'implantation de la micropuce sous la peau et que ce système techno électronique ressemble beaucoup à la science-fiction. Mais nous savons que c'est exactement le programme de la mondialisation.

Tentatives d'imposer la micropuce

Comment nous feront-ils accepter la micropuce? Kevin Haggerty a écrit un article intitulé: «One generation is all they need» (Une génération est tout ce qu'ils ont besoin) dans le numéro du 10 décembre 2006 du quotidien *Toronto Star*. Il donne un scénario des puces étant d'abord implantées dans les membres des groupes reconnus comme: pédophiles, terroristes, trafiquants de drogue, ceux considérés comme les plus déçus de la société. Alors les accusés seront étiquetés pour les empêcher de s'enfuir de la justice. Les prisonniers accueilleront ce développement puisque seulement les implantés d'une puce auront droit à la liberté conditionnelle, les sorties de fin de semaine, ou des peines à purger dans une communauté.

Mais ce système couvrira seulement une infime partie de la société. D'autres groupes, comme les assistés sociaux, par exemple, seront visés pour l'implantation de la puce. Ce sera un système de mouchardage pour intimider les pauvres gens, les sans-abri, les déshérités.

Les employeurs commenceront aussi à accepter de faire implanter la puce aux travailleurs comme condition d'embauche. L'armée des Etats-Unis ira de l'avant en exigeant des puces pour tous les soldats, dans le but d'améliorer le commandement et le contrôle sur le champ de bataille — et d'identifier les morts.

Ensuite le domaine de la sécurité publique suivra. On désirera que les gardiens de sécurité, les policiers et les gardiens de prisons se fassent implanter de la puce. Les personnes avec des emplois stratégiques voudront elles-mêmes l'avoir.

Des rabais seront accordés aux implantés. Les compagnies offriront des escomptes aux clients qui paieront par le moyen de la puce implantée sur eux.

L'implantation de la puce deviendra presque absolument nécessaire pour participer aux principales activités de la vie moderne telles qu'acheter des provisions et conduire une voiture.

Alors en dernier ressort, ceux qui refuseront toujours l'implantation de la puce sur eux seront déclarés ennemis de l'État et pourront être enfermés dans des camps de concentration où ils seront torturés et même mis à mort, comme nous l'avons vu jadis dans les pays communistes.

Devenez des apôtres de la vérité

Maintenant, le temps est arrivé de vous renseigner vous-même et de renseigner tout le monde sur les dangers de la micropuce. Distribuez des circulaires de Vers Demain pour renseigner le plus possible de gens sur cette question cruciale. Abonnez les gens au journal Vers Demain, aux journaux anglais et polonais «Michael» et au journal espagnol «San Miguel», afin de les instruire sur les manières de contrecarrer ce plan diabolique du contrôle mondial. Tenez des réunions avec le journal Vers Demain en main et parlez-leur de ce plan diabolique de Satan de contrôler tous les individus de la terre. Récitez le chapelet avant la réunion.

Et agenouillons-nous, prions et demandons au Dieu tout-puissant et à tout le Ciel de nous assister dans cette grande bataille qui est commencée entre les forces de lumière et les forces des ténèbres. Rappelons-nous: c'est l'inaction des bons qui permet le triomphe du mal.

Melvin Sickler

L'importance d'une monnaie nationale

par **Alain Pilote**

Les Financiers souhaitent qu'aucun pays ne soit véritablement souverain et auto-suffisant, et ainsi capable d'échapper à leur contrôle. Et le point crucial pour empêcher qu'un pays soit contrôlé par les banquiers internationaux est l'émission d'une monnaie nationale. Aucun pays ne peut prétendre être souverain s'il n'émet pas sa propre monnaie, sans intérêt et sans dette.



Aujourd'hui, les pays préfèrent emprunter à intérêt des banques privées l'argent qu'ils peuvent créer eux-mêmes sans intérêt, ce qui est un acte de haute trahison, car celui qui contrôle l'émission de la monnaie d'une nation finit par contrôler toutes les politiques de cette nation. Comme le disait Meyer Amschel Rotschild, le fondateur de la plus grande dynastie bancaire en Europe: **«Permettez-moi d'émettre la monnaie d'une nation, et je me fiche de qui fait ses lois.»**

On aimerait faire croire aux Canadiens que ce serait une bonne chose pour le Canada d'abandonner le dollar canadien pour la monnaie américaine – tout comme les pays membres de la communauté européenne ont abandonné leurs monnaies nationales pour l'Euro – mais ce serait alors la fin de la souveraineté du Canada, et l'application des principes du Crédit Social serait rendue pratiquement impossible.

Ceux qui comprennent les principes du Crédit Social savent tout le mal que l'abandon de sa monnaie nationale signifie pour un pays. Avec un système d'argent honnête, tel que préconisé par le Crédit Social, l'argent doit être émis par chaque nation, et être un fidèle reflet des réalités physiques: l'argent doit être émis selon la production, et retourner à sa source (la banque centrale de la nation) selon la consommation, pour qu'il y ait toujours un équilibre constant entre l'argent et la production (autant d'argent que de produits, ni plus ni moins), pour empêcher toute inflation des prix.

Il n'est donc aucunement question d'émettre de l'argent n'importe comment, sans limites, et ainsi créer une inflation galopante, comme les adversaires de toute réforme monétaire aiment à répéter pour effrayer les gens. Par exemple, l'industriel Henry Ford avait comparé un jour l'argent à un timbre-poste: tout comme la fonction d'un timbre est d'acheminer une lettre d'une personne à une autre, la fonction de l'argent est de faire en sorte que les produits rejoignent ceux qui en ont besoin.

Lorsque l'enveloppe atteint sa destination, le timbre est oblitéré, et ayant ainsi accompli sa fonction, il ne peut servir une deuxième fois. Il en serait de même dans un système de Crédit Social: de l'argent nouveau serait émis pour la production nouvelle, et «oblitéré», retiré de la circulation et retourné à sa source (la banque centrale qui l'a prêté sans intérêt) lorsque les biens et services seraient consommés.

La fraude des banques privées

Aujourd'hui les banques privées ont usurpé ce pouvoir souverain de créer l'argent (les banques centrales des pays occidentaux créant moins de 5% de tout l'argent de la nation), et cherchent à consolider leur pouvoir. En prêtant non pas du papier-monnaie mais de l'argent «scriptural» (chèques, ou chiffres n'existant même pas sur papier, mais seulement dans des cartes à puce et dans les ordinateurs, sous forme de signal électronique), les banques privées peuvent prêter plusieurs fois l'argent de papier-monnaie qu'elles ont réellement en réserve (au Canada, elles prêtent 100 fois leurs réserves, et aux Etats-Unis, 40 fois).

Les banques chargent un intérêt sur cet argent qu'elles créent d'une seule goutte d'encre (ou d'une seule touche sur un clavier d'ordinateur), alors que la valeur de cet argent est basée sur la production du pays, qui n'appartient pas aux banquiers, mais à toute la population du pays dans son ensemble. Ce que les lecteurs réguliers de Vers Demain savent depuis longtemps, et que tout citoyen devrait savoir, c'est qu'il est tout à fait ridicule, insensé, et criminel pour un pays d'emprunter à intérêt des banques privées de l'argent qu'il peut créer lui-même, sans intérêt. Encore une fois, on ne parle pas d'émettre de l'argent n'importe comment, mais selon la quantité de produits qui existent.

Alors, les gouvernements pourraient financer sans intérêt tous les besoins de la nation, et ils n'auraient plus d'intérêt à payer sur leurs dettes, puisqu'ils cesseraient de s'endetter. S'il survenait la moindre catastrophe naturelle nécessitant de l'aide financière pour la population et pour la reconstruction, le gouvernement souverain de chaque nation pourrait y suppléer en se servant de sa propre banque centrale pour créer de l'argent sans intérêt, alors qu'avec le présent traité de Maastricht, il est interdit à tout gouvernement de décider d'apporter la moindre aide.

L'objectif des banques privées n'est pas du tout d'émettre l'argent selon les besoins de la population, mais de faire plus de profits, et d'amener gouvernements, entreprises et individus à s'endetter encore davantage. L'oligarchie des banquiers sait très bien que si un seul pays reprend en main le contrôle de l'émission de sa monnaie, cela porterait un coup mortel à leur monopole de la création du crédit, car ce pays donnerait au monde entier l'exemple qu'un pays peut fonctionner sans emprunter des banques privées, et tous les autres pays emboîteraient le pas. C'est pourquoi, en installant une seule banque centrale pour tous les pays d'un continent, l'Europe ou bientôt les Amériques, les banquiers rendent alors impossible toute libération financière pour quelque pays que ce soit.

Non à une monnaie mondiale!

Pourquoi fermer des hôpitaux, réduire les services publics ou les privatiser, alors que les possibilités physiques de fournir ces services — matériaux et main-d'oeuvre — existent? Avec un système d'argent honnête, il serait possible de financer sans intérêt et sans dette tout ce qui est physiquement réalisable, pour répondre aux besoins de la population. Non à une monnaie unique et à un gouvernement mondial! Oui à une monnaie honnête et nationale, émise sans dette, oui au Crédit Social.

Alain Pilote

Le dividende à chacun

«L'organisation sociale, qui fait qu'on produit cent fois plus et mieux que si on vivait isolément, c'est à toi comme à moi, et ça doit te valoir quelque chose à toi comme à moi.

La science qui fait se multiplier la production avec presque pas de travail, c'est un héritage transmis et grossi avec les générations; et toi, de ma génération, tu dois en avoir ton bénéfice au même titre que moi.

Si tu es pauvre et dénué, mon cher, c'est qu'on t'a volé ta part. Surtout on l'a mise sous clé. Quand tu manques de pain, ce n'est pas du tout parce que les riches consomment tout le blé du pays; c'est parce que ta part reste dans l'élévateur, on te prive du moyen de l'obtenir.

C'est le dividende du Crédit Social qui va te rendre au moins le principal morceau. Une administration dégagée des liens du financier, mieux capable de mettre les exploités d'hommes à la raison, te rendra le reste.

C'est cela aussi qui va reconnaître ton titre de membre de l'espèce humaine, en vertu duquel tu as droit à une part des biens de ce monde, au moins à la part nécessaire pour exercer ton droit de vivre.» — *Louis Even*

La marque de la Bête

Comme nous venons de le voir dans les articles précédents, les financiers internationaux veulent éliminer complètement l'argent liquide et un peu plus tard cesser l'usage des cartes à puce pour imposer l'implantation de la micropuce sous la peau des individus. Ce sera l'unique moyen d'acheter et de vendre.

Les deux endroits les plus propices pour implanter la puce selon les spécialistes sont: le front, tout juste en bas de la naissance des cheveux, et le revers de la main droite. En apprenant cela, on ne peut s'empêcher de faire le lien avec ce passage de l'Apocalypse de saint Jean (13, 16-17), qui est réellement frappant:

«On lui donna même d'animer l'image de la Bête pour la faire parler, et de faire en sorte que fussent mis à mort tous ceux qui n'adoreraient pas l'image de la Bête. Par ses manoeuvres, tous, petits et grands, riches ou pauvres, libres et esclaves, se feront marquer sur la main droite ou sur le front, et nul ne pourra rien acheter ni vendre s'il n'est marqué au nom de la Bête ou au chiffre de son nom. C'est ici qu'il faut de la finesse! Que l'homme doué d'esprit calcule le chiffre de la Bête, c'est un chiffre d'homme: son chiffre c'est 666.»

En fait, plus on en apprend sur cette micropuce implantée sous la peau, plus cela nous fait penser à la description que donne saint Jean de la «Marque de la Bête». Auparavant, personne ne pouvait comprendre comment cette prophétie pouvait s'accomplir, puisqu'il n'existait aucune possibilité pour quiconque de pouvoir contrôler ce qui s'achète ou se vend sur une grande échelle. Mais c'est maintenant techniquement possible avec la micropuce implantée sous la peau.

La micropuce sera poussée avec des arguments comme ceux-ci: Pas besoin de sortir d'argent ni de carte! Votre enfant est perdu? Vous devez contacter quelqu'un d'urgence et vous ne savez pas où il est? Pas de problème! Vous n'avez qu'à donner le nom de la personne à retrouver, au poste de police. Grâce aux satellites et antennes cellulaires, ainsi qu'à la micropuce qu'elle porte sur elle, la personne recherchée sera trouvée en un clin d'oeil.

N'est-ce pas merveilleux au premier abord? Mais vous perdrez ce que vous avez de plus cher: la liberté. Vous serez programmé par un ordinateur central, au service d'un gouvernement mondial dictateur et sans Dieu qui vous traitera comme une bête de somme. Il a été aussi prouvé par des tests en laboratoire que les ondes émises par la micropuce peuvent changer le comportement humain, et modifier les ondes dans le cerveau et dans le système nerveux de la personne.

Nous devons refuser catégoriquement l'implantation de la micropuce sous la peau et nous devrions protester contre les cartes à puce qui étalent sur la place publique notre vie privée. Toutes nos allées et venues seront épiées. Ce sera une dictature communiste préparée de toutes pièces par les sans-dieu des Nations unies.

Plusieurs n'auront pas de difficultés à croire que l'injection de la micropuce sous la peau correspond à la marque de la Bête. Et tout le monde doit admettre que la micropuce nous exposera à de graves dangers pour nos libertés dans tous les domaines. Nous voulons garder notre liberté d'enfant de Dieu. Nous devons choisir: Dieu ou Satan.

«Prière et Pénitence... Si vous ne vous convertissez pas, la Russie répandra ses erreurs à travers le monde», a dit encore Notre-Dame à Fatima. Nous n'avons pas écouté les exhortations de notre Mère du Ciel, c'est pour cela que le gouvernement mondial avance à grands pas. Avant qu'il ne soit trop tard, convertissons-nous. Reprenons le chapelet en famille. Et consacrons-nous au Coeur douloureux et immaculé de Marie.

Yvette Poirier

Faites-vous distributeurs de circulaires de Vers Demain

De l'argent sans intérêt pour développer le pays

Article de Louis Even publié dans le journal
Vers Demain du 1er octobre 1959:

par Louis Even

Lorsqu'une municipalité construit un aqueduc, ou pose un système d'égouts, ou pave ses rues, elle crée dans le pays une richesse nouvelle, elle développe un secteur du pays. De même la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'églises, de ponts, etc., constitue un enrichissement, un développement. De même l'ouverture de nouvelles terres à la culture, l'installation de nouvelles usines de production, etc., etc.

Deux productions possibles en même temps

La capacité moderne de production est telle qu'un pays comme le nôtre peut procéder à ces développements sans pour cela diminuer la production de ce qu'on appelle des biens de consommation: nourriture, vêtements, meubles, réfrigérateurs, machines à laver, etc. C'est même quand on emploie des gens à construire des routes, des ponts, des écoles, des aqueducs, que l'autre production devient plus abondante, parce que les produits s'écoulent mieux.

Mais le conseil municipal qui a besoin d'un aqueduc hésite souvent, attend, remet à plus tard, alors qu'il y a bien des matériaux et bien des bras disponibles, simplement parce qu'il manque d'argent. La production courante peut mettre de l'argent en circulation, mais jamais plus qu'elle en inscrit dans ses prix. Avec l'argent distribué par la production courante, on ne peut pas payer plus que la production courante. Il faut donc d'autre argent pour mobiliser la capacité de production qui reste disponible pour les développements.

Taxer la population pour les développements, ou demander à la population d'épargner et de prêter son argent pour les développements, pouvait avoir du sens au temps où la capacité de production, plus limitée, n'était pas capable de faire les deux choses à la fois: entretenir le flot de produits courants et construire du nouveau. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Puisqu'on peut faire les deux à la fois, et que ça va même mieux quand on fait les deux à la fois, il faut pouvoir financer les deux à la fois.

Avec de l'argent nouveau

Donc, pour les développements, de l'argent nouveau. C'est ce que Douglas, fondateur du Crédit Social, exprime ainsi:

«Que les crédits nécessités pour financer la production n'aient à provenir de l'épargne, mais qu'ils soient des crédits nouveaux se rapportant à de la production nouvelle.»

D'ailleurs, lorsque les corps publics veulent absolument procéder à des développements devenus urgents, alors que la population n'a pas de quoi les payer, ils recourent à des emprunts; et ces emprunts ne proviennent pas toujours de l'épargne. Pour l'expansion économique, il faut une expansion monétaire, il faut donc une augmentation d'argent. Et cette augmentation est de l'argent nouveau.

Or, l'argent nouveau ne provient ni du ciel, ni du sol, ni des mines, ni du gouvernement. Il provient uniquement du système bancaire.

Le vice du système

Il faut bien que l'argent nouveau commence à quelque part. Et comme le gros de l'argent moderne consiste en argent de comptes, en comptabilité, il est tout à fait convenable que des comptables experts, comme le personnel des banques, soient chargés de l'opération qui met au monde des crédits nouveaux, de l'argent nouveau.

Le mal, c'est que cet argent nouveau soit

traité par les banques comme leur propriété, et elles ne le mettent en circulation qu'en le grevant d'une charge d'intérêt qui crée des dettes collectivement impayables.

Si vous, personnellement, étiez chargé par la société de créer, par une méthode ou une autre, l'argent nouveau dont la société a besoin, vous vous considéreriez comme un simple agent de la société, et non pas comme le propriétaire de l'argent émis par vous à la demande de la société. Vous pourriez réclamer des honoraires pour votre travail, mais pas la propriété de l'argent, pas le droit de le prêter à vos conditions, en exigeant un intérêt en rapport avec le volume de l'argent et la durée de sa circulation. L'imprimeur chargé par la Banque du Canada d'imprimer une certaine quantité de papier-monnaie pour argent de poche (moins de cinq pour cent de l'argent total) ne se considère pas comme propriétaire de ces billets. Il est payé pour son travail, mais l'argent nouveau n'est pas sa propriété et il n'en conditionne pas la mise en circulation.

Pourquoi le banquier, créateur autorisé du crédit qui sert d'argent, s'en considère-t-il comme propriétaire? Pourquoi exige-t-il qu'on lui rapporte, après usage, plus d'argent qu'il en a livré à la circulation, alors qu'il est le seul à livrer ainsi de l'argent nouveau à la circulation?

Le résultat de cet accaparement et de cette exigence, c'est que tout l'argent ainsi mis en circulation, à l'état de dette, doit retourner à sa source plus gros qu'il en est sorti. C'est une condition nettement impossible. Ainsi les emprunteurs de l'argent nouveau qui réussissent à extraire de la circulation, pour la banque, plus d'argent qu'ils en ont emprunté, ne le font qu'en rendant la condition plus difficile pour d'autres. Collectivement, encore une fois, c'est une situation impossible. D'où les dettes perpétuelles sur les épaules des gouvernements, des autres corps publics, des institutions, des entreprises industrielles, des commerçants, des individus. Si demain les créateurs d'argent exigeaient le rappel de tout l'argent libéré par eux, avec les intérêts accrus, tout l'argent du pays y passerait et la somme des dettes serait loin d'être éteinte.

Le Crédit Social dénonce ce système qui place l'humanité en servitude envers les créateurs d'argent. Servitude d'autant plus injustifiable que c'est la population elle-même qui, par sa compétence, son travail, son savoir acquis, l'exploitation des richesses naturelles de son pays, donne de la valeur à l'argent, quelles que soient la nature et la forme de cet argent.

Ce système est faux, frauduleux et en désaccord avec la réalité économique. Le vol peut être légalisé par les privilèges ainsi consentis aux banques, mais il reste quand même le vol d'un bien qui appartient fondamentalement à la société elle-même.

Pour de l'argent sans intérêt

C'est pourquoi les créditistes demandent que les développements du pays soient financés par de l'argent sans charge d'intérêt. La Banque du Canada, propriété des Canadiens, devrait être l'organisme chargé d'y voir. Elle pourrait très bien s'entendre avec les banques à charte pour cette opération, moyennant compensation pour leurs services, évitant ainsi d'avoir à établir ses propres succursales partout. La technique est affaire de choix en vue de l'efficacité. Mais ceux qui développent le pays ne doivent pas être punis pour le service qu'ils rendent à la nation.

Les développements nouveaux ne doivent pas obliger la population à les payer à ceux qui ne les font pas. Mais que ces développements soient financés par des crédits nouveaux; que ces crédits nouveaux soient des prêts sans intérêts; Que les remboursements ne comprennent que le montant du prêt, échelonnés sur

un nombre d'années correspondant à la durée prévue des projets réalisés, on aura alors une finance en accord avec les réalités, en même temps qu'un service au lieu d'une dictature.

Il est inadmissible d'avoir à payer une école 1,000,000\$ quand sa construction a coûté 600,000\$. Les 600,000\$ aux fournisseurs de travail, des matériaux, de la conduite des travaux, etc., sont justes. Mais pourquoi les 400,000\$, ajoutés rien que pour avoir obtenu du système financier la permission de construire?

Pourquoi une église, dont la construction coûte 2,000,000\$, aura-t-elle été payée plus de 4,000,000\$ après le trentième ou quarantième versement annuel?

Pourquoi la construction d'un hôtel de ville coûtant 800,000\$ pour les constructeurs, doit-elle en plus donner 700,000\$ au système de finance?

Pourquoi une municipalité doit-elle payer son aqueduc trois fois et demie: une fois à ceux qui l'ont construit, et deux fois et demie au système de finance?

Et que d'autres! Toutes les municipalités, toutes les commissions scolaires, toutes les fabriques paroissiales, tous les hôpitaux peuvent vous fournir des exemples de cet ordre. Les gouvernements aussi. Et l'industrie aussi. Quand il s'agit de corps publics, la servitude aux financiers se paie par des taxes qui ne donnent rien à la population, ajoutées aux taxes qui peuvent lui fournir des services. Et quand il s'agit de l'industrie, la servitude envers le système financier se paie dans les prix, une partie seulement du prix servant à payer le produit reçu, et l'autre partie n'étant qu'un tribut au système avec rien en retour.

N'est-il pas temps de mettre fin à ce vol?

On fulmine contre l'inflation qui fait monter les prix — et on a raison. Mais où l'inflation commence-t-elle, sinon dans ces charges d'intérêts imposées à ceux qui produisent?

Des prêts sans intérêt

Lorsque les créditistes abordent les échevins, leurs maires ou d'autres hommes publics pour les inviter à demander des prêts sans intérêt pour financer des projets physiques, il leur arrive parfois d'entendre l'objection: «Comment cela, je ne pourrais plus prêter mon argent profitablement!»

Faisons d'abord une distinction entre l'argent gagné (c'est le cas de l'objecteur) et l'argent nouveau (la création de crédit par les banques). Dans le premier cas, le possesseur de l'argent gagné peut en faire ce qu'il veut: s'en servir pour acheter, ou le déposer à sa caisse populaire ou à sa banque, ou le cacher sous son matelas, ou le donner à des oeuvres, ou le prêter à qui veut bien lui en emprunter, et aux conditions convenues librement par eux. Mais dans l'autre cas, celui de l'argent nouveau, ce n'est pas de l'argent gagné par celui qui le crée; il ne lui appartient pas; de quel droit veut-il en tirer de l'intérêt?

L'argent, d'ailleurs, n'a pas été inventé pour faire d'autre argent. La fécondité de l'argent, chose anti-naturelle, devenue pour le capitalisme financier un dogme sacré, a empoisonné la vie économique. Elle a fait de la finance une fausse représentation des réalités. Elle a fait des activités économiques la poursuite de l'argent, au lieu de la poursuite propre à répondre aux besoins. Elle a fait de la production une servante de la finance quand le contraire devrait avoir lieu. Elle a fait du citoyen un taxé, un endetté quand ce n'est pas un totalement dépouillé, un déraciné ou un tueur face à d'autres tueurs dans des guerres dont les financiers sont les seuls gagnants.

Louis Even

Dieu a été banni de la Charte de l'Organisation des Nations unies (ONU)

Seul le Christ-Roi établira la paix entre les nations

En 1945, les 52 nations réunies pour former l'Organisation des Nations unies ont accepté que «le nom de Dieu soit banni des délibérations et du contexte de la Charte de cet organisme.» Ne soyons pas surpris qu'en 2009, nous soyons à quelques pas d'un gouvernement mondial qui nous demandera de renier notre foi catholique, d'accepter l'exaltation du vice et de mépriser les vertus chrétiennes. Ce sermon du R. P. Pelletier, Dominicain, prononcé en la fête du Christ-Roi, en 1961, est très révélateur:

Le Christ est notre souverain Roi, avant et indéfiniment au-dessus de tout autre, d'une suprématie incontestable, transcendante et impérissable. Personne ne peut lui ravir sa souveraineté. Il l'a reçu en héritage de son Père Céleste et de plus, l'a conquise par sa Rédemption. Aucune puissance ne peut le déloger de son trône; Il est la Force même, le Tout-Puissant qui a le pouvoir de vie et de mort sur toute créature: pouvoir de commander, pouvoir de gouverner, pouvoir de légiférer, pouvoir de juger, pouvoir de récompenser et de châtier.

Tout le cosmos matériel et spirituel a été créé par Lui et pour Lui. Tous les êtres créés vivent par Lui et pour Lui. Une seule distraction, si possible, de sa part suffirait pour anéantir d'un seul coup et à l'instant même l'univers entier, y compris les milliards d'étoiles et de planètes, ce que ne pourrait faire la plus fantastique super bombe inventée par le plus fulgurant génie humain. Qui est semblable à Dieu? s'est écrié l'Archange saint Michel dans sa lutte contre les anges en rébellion. Qui est comparable au Christ-Roi? doivent clamer aujourd'hui les catholiques du monde entier en réponse au défi des sans-Dieu. Il est la Voie, la Vérité et la Vie!

Voilà pourquoi le Christ doit régner en nous, sur nous, et par chacun de nous: c'est son droit...

Seul l'établissement du règne du Christ dans les différents secteurs de la société peut en assurer le salut, tant au point de vue matériel que spirituel, aussi bien dans le domaine temporel que surnaturel. Les événements qui se déroulent aujourd'hui à l'échelle mondiale se chargent de démontrer qu'il n'y a pas de salut possible pour les individus, pour les familles, pour les nations, pour les pays, pour les continents, pour les gouvernants et les sujets, sans l'intervention personnelle du Christ-Roi et sans tenir compte des exigences morales que son règne implique. Autrement c'est le fiasco complet et final que nous réserve sûrement un avenir prochain...

Il semble aux esprits actuellement les plus clairvoyants que nous en soyons arrivés aux temps apocalyptiques qui marquent la fin du monde; ces génies les plus lucides ont l'impression que le maître Suprême dont on s'occupe de moins en moins ait laissé pour ainsi dire le genre humain à la merci des communistes sans-Dieu par vengeance contre la trahison des siens — comme autrefois Dieu laissait le peuple hébreu, son peuple élu devenu infidèle, à la merci de ses ennemis comme moyen de correction...

Péché mortel mondial

En 1945, pour remplacer la défunte Société des Nations, un Président américain prend l'initiative de fonder une nouvelle société internationale qui aurait comme but d'établir et de maintenir la paix dans le monde. Cinquante-deux pays, dont le Canada, décident d'y participer et envoient leurs délégués respectifs à San Francisco, fonder ce qu'on appelle aujourd'hui



l'ONU, l'Organisation des Nations unies, remarquez bien. Or, à l'instigation de la Russie sans-Dieu (NDLR: sous le régime communiste en ces années-là), qui a déjà dupé les alliés à Yalta et à Postdam; à l'instigation de la Russie sans-Dieu qui poussait la tyrannie et le cynisme jusqu'à chasser Dieu du coeur et de la conscience de ses ressortissants, des familles et des foyers; qui déjà gouvernait par la menace, la terreur et la persécution, qui vidait les tabernacles, décrochait les crucifix, abattait les clochers, fermait les églises, prohibait toute pratique de religion, emprisonnait ou crucifiait les ministres de Dieu; à l'instigation de la Russie sans-Dieu qui déjà s'acharnait à détruire tout ce qui pouvait exprimer l'existence de Dieu, les autres pays, représentés à San Francisco par leurs délégués, acceptent que le nom de Dieu soit banni des délibérations et du contexte de la charte de l'ONU, Organisation des Nations unies destinée, remarquez-le bien, à stabiliser la paix entre les nations et sur toute la terre.

Plus que cela, la Russie sans-Dieu obtenait le privilège du veto qui lui permettrait de tenir les autres pays consignataires dans son piège et à sa merci, comme les événements en donnent la preuve.

De la part des autres nations, c'était non seulement une erreur de jugement inouïe, fantastique, une sottise inqualifiable, mais aussi un monstrueux crime d'apostasie générale et officielle, puisqu'il s'agissait ni plus ni moins de rejeter Dieu formellement. Personne n'a alors protesté, excepté le chef de l'Église catholique qui se rendait bien compte que c'était le comble de l'aberration, de l'aveuglement, en même temps que le forfait le plus odieux, le crime de lèse-majesté divine.

Or, comme les citoyens d'un pays sont nécessairement solidaires d'un chef d'État, puisque ce sont eux qui l'ont porté au pouvoir et en ont fait leur mandataire, il s'ensuit rigoureusement qu'ils deviennent formellement coupables et responsables du forfait de leur chef s'ils ne le désavouent pas publiquement.

Le nombre des Nations unies est passé de 52 à 192 actuellement, mais aucune protestation n'est venue encore désavouer le crime d'apostasie commis par les fondateurs de l'ONU. Résultat qui est un fait avéré et une vérité irréfuta-

ble: le monde entier se trouve maintenant en état de péché mortel, en état de rupture avec Dieu, puisqu'il l'a renié.

Conséquences

Alors, est-ce étonnant que Dieu se soit retiré et ait laissé les gouvernants à leur seul jugement et dans leur aberration? Est-ce étonnant que l'Organisme des Nations unies soit devenu une super-tour de Babel, qui donne en spectacle la plus parfaite confusion des langues et la comédie la plus burlesque? Est-ce étonnant que l'Organisme des Nations unies n'ait réalisé que d'insignifiants résultats depuis sa fondation, résultats d'ailleurs éphémères et illusoire en dépit d'un nombre incalculable de diplomates, de politiciens, d'économistes et de sociologues choisis à cause de leurs plus talentueuses qualités, et malgré les sommes fabuleuses consacrées au maintien de la paix?

Ce qu'il faut craindre aujourd'hui, ce n'est pas tant (la bombe atomique) que la justice du Roi Suprême dont le bras vengeur n'épargnera aucun de ses traîtres disciples, qui le renient en pratique dans leur vie privée ou publique et qui, par leur apostasie secrète ou notoire, favorisent la victoire de celui qui a voulu s'égaliser à Dieu et s'est constitué le chef de file des sans-Dieu.

Le prince de ce monde, selon l'expression de Notre-Seigneur, et de son vrai nom Lucifer, qui n'a pas encore abandonné le projet de l'ambition d'usurper la Suprématie du Christ-Roi, dispose de légions de suppôts pour son entreprise. Or, parmi cette phalange de suppôts du premier des sans-Dieu, les plus dangereux et les plus néfastes ne sont pas, à mon avis, surtout ceux qui s'affichent ouvertement comme sans-Dieu. Les tièdes, les indifférents, les non-pratiquants, les catholiques à gros grains, les fourbes, les malhonnêtes, les catholiques de façade à double conscience et à double vie, les exploiters éhontés de la masse du peuple, ne font-ils pas davantage l'oeuvre de Satan et ne savent-ils pas d'autant le règne du Christ? C'est Lui qui l'a dit: *Nul ne peut servir deux maîtres*. Nul ne peut afficher une attitude de neutralité.

Alors, en conclusion, si jamais une super-bombe fait disparaître l'humanité de la surface de la terre, par permission de Dieu, n'est-ce pas surtout la mollesse, la lâcheté, la trahison des faux disciples du Christ-Roi qui l'auront provoquée?

Où l'espoir?

Mais tout n'est pas irrémédiablement perdu, heureusement. Il y a encore espoir de paix et de salut pour les gens et les nations qui professent la foi au Christ parce qu'il reste une solution. «Aux grands maux, les grands remèdes, a-t-on dit. Eh bien, le seul moyen de remédier à la situation éminemment grave du monde actuel, c'est que les nations soi-disant chrétiennes s'unissent dans un acte solennel de proclamation de la royauté universelle du Christ et s'embrigadent sous son étendard pour la défense de ses droits et de sa doctrine.

Il faut absolument opposer le Christ aux sans-Dieu, par la mise en pratique de son message évangélique, spécialement de la justice et de la charité fraternelle. Si tous les chrétiens, particulièrement les catholiques, faisaient bloc autour de leur Chef Suprême, ils constitueraient une force formidable et invulnérable contre laquelle viendrait s'effriter la présumée puissance du colosse aux pieds d'argile qu'est l'Organisation des Nations unies et ses agences.

Père Pelletier, O.P.

Mgr Schooyans dénonce le Nouvel Ordre Mondial

Monseigneur Michel Schooyans est professeur émérite de l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique) où il a enseigné vingt-cinq ans la philosophie politique, membre de l'Académie pontificale des Sciences sociales, consultant du Conseil pontifical pour la famille, auteur de nombreux ouvrages d'une portée internationale. Il est incollable sur la démographie, la globalisation de l'économie, le libéralisme.

Mgr Michel Schooyans a rédigé un livre, sous le titre «La face cachée de l'ONU» (l'Organisation des Nations unies), livre édité par Le Sarment-Fayard 2000). Dans ce livre Mgr Schooyans dénonce les Nations unies qui orientent les pays vers un gouvernement mondial et une dictature totale. En voici des extraits:

Droits de l'homme inversés

Selon l'ONU, l'homme est une parcelle du cosmos. Il n'a pas de destinée éternelle. Il est le produit de l'évolution. L'homme est fait pour la mort. Il n'est qu'un individu en quête de plaisirs, incapable de reconnaître la vérité.

Voilà la source des nouveaux droits de l'ONU. Ils ne sont plus reconnus et déclarés, ils sont imposés. Ils sont l'expression de la volonté des plus forts. L'homme n'a de réalité qu'en raison d'une insertion de la Terre-Mère, Gaia (divinité de la terre chez les Grecs), qu'il devra révéler à la place de Dieu, son Créateur et le Créateur de la terre.

L'homme devra accepter une technologie supranationale qui dictera aux États ce qu'ils doivent faire et aux individus ce qu'ils doivent penser.

Il suffit d'observer les discussions sur les questions vitales comme l'euthanasie, l'avortement, la stérilisation en masse, l'homosexualité, etc., pour constater combien l'interprétation inversée et perverse des droits s'est répandue partout. La vérité ne compte plus.

Il n'est plus question de s'incliner devant la dignité de tout homme quel qu'il soit. Les valeurs sont inversées. Les nouvelles valeurs, c'est ce qui fait plaisir aux individus. Or ces valeurs-là ne peuvent que diviser les hommes. En somme, selon l'ONU, le nouveau droit fondamental de l'homme, c'est le droit de satisfaire ses passions individuelles. Ce qui mène inévitablement à la violence.

Chaque fois qu'au nom d'une conception inversée des droits de l'homme, on fait passer de soi-disant nouveaux droits individuels — droits à l'homosexualité, à l'avortement, à l'euthanasie, à la suppression de toute tutelle parentale sur les enfants, à l'inceste, à la pédophilie, à la répudiation, à la prostitution, etc. — on s'en va vers une société de violence. A cette prostitution de la vie, contribuent largement les politiciens et presque tous les médias.

Une Cour pénale internationale

Sous la pression de certains mouvements féministes radicaux et homosexuels, la compétence de la Cour pénale internationale, créée le 18 juillet 1998, pourrait s'étendre «aux crimes» contre les soi-disant nouveaux droits de l'homme ... Exemple, dans la mesure où l'avortement, l'homosexualité et l'euthanasie seraient reconnus comme «de nouveaux droits» de l'homme, les opposants pourraient être jugés et pénalisés par la Cour pénale internationale.

Concentration du pouvoir

Agissant de son propre chef, le Secrétaire général de l'ONU s'applique à ériger une élite mondiale souveraine, et à la transformer en un lieu d'une concentration de pouvoir sans précédent dans l'histoire. Concentration des pouvoirs politique, économique, militaire et psychosocial. Ce dernier facteur comporte les médias, le savoir, les techniques, l'idéologie, le droit, la religion. Sous couvert de «responsabilité partagée (commune)», de «développement durable, d'incorporation au système légal international», l'ONU est en train de mettre sur pied un contrôle super-centralisé... pour régenter le monde et pour s'imposer à lui comme centre incontesté gouvernant tous les facteurs du pouvoir.



Le système pyramidal des normes, que l'ONU a déjà adopté, a transformé cette organisation en une formidable machine dont la fonction est de contrôler la vie, et donc, les individus, les familles et les États. Les États doivent accepter d'être les satellites de l'État mondial... Ce but ne saurait être atteint si les États nationaux n'étaient si pressés de s'effacer au profit du sommet de la «pyramide» (emblème de la franc-maçonnerie). C'est ce que préconise le projet centralisateur de gouvernance mondiale.

Les nouveaux droits doivent mouler les moeurs, imprégner les valeurs qui inspirent les conduites ... Les médias se chargent de propager cette tendance imitative à l'ensemble de la société ... Les pionniers de l'avortement illégal sont imités, fêtés, félicités pour leur courage» ... (NDLR: Nous avons sous les yeux l'exemple de Morgantaler, auteur du massacre de 100,000 avortements, qui a reçu le titre d'officier de l'Ordre du Canada.)

Cette contagion qui pousse à imiter la corruption sous toutes ses formes, est l'un des plus importants signes des temps qui interpellent les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté.

L'innocent déclaré coupable

Le cas dramatique de l'avortement, 50 millions par année dans le monde, est un exemple flagrant de ce que la propagande des médias peut en arriver à gagner les femmes à tuer leurs enfants dans leur sein pour faire comme les autres, pour imiter les autres.

Pour survivre l'ONU a besoin de la vérité. La vérité que l'Eglise offre sur l'homme, son origine divine, sa destinée — qui est le bonheur définitif. L'ONU a besoin de l'Eglise et des chrétiens parce qu'elle a besoin de se libérer du mensonge et de la violence. Il faut cesser d'étouffer la vérité. Cesser de déprécier la famille! Cesser d'interférer dans l'intimité des couples pour «administrer» leur pouvoir inaliénable de transmettre la vie! Cesser d'écraser les êtres humains les plus faibles! Cesser de limiter la souveraineté des nations. Cesser d'installer une globalisation (mondialisation) qui, contrôlant l'économie mondiale, contrôlera les hommes! Cesser la construction insidieuse d'un gouvernement mondial échappant aux hommes et aux nations! Cesser de vouloir imposer à l'humanité un système de domestication idéologique à travers le contrôle des médias! Cesser de vouloir contrôler le monde en se servant d'une conception perverse du droit!

L'Eglise ne peut être médusée par l'arrogance de groupes anti-vie ou se laisser intimider par l'hostilité déclarée de certaines obédiences maçonniques qui veulent la déstabiliser.

L'Eglise à l'avant-garde

L'Eglise se doit d'être vigilante; elle doit aussi se préparer à la persécution qui, en fait, a déjà démarré.

L'Eglise ne saurait toutefois se cantonner dans une posture défensive. L'appel à la Nouvelle Evangélisation est venu en son heure. Le sel ne peut s'affadir. Attirer l'attention sur les errances de l'ONU est un service urgent que l'Eglise doit à la communauté humaine. Son courage ne manquera pas d'éveiller d'autres courages.

L'Eglise apparaît aujourd'hui, en définitive, comme la seule institution qui soit porteuse d'une conception de l'homme appelant des régimes démocratiques et faisant de l'instauration de tels régimes un devoir moral. Ainsi que cela apparaît dans l'Apocalypse, dès ses origines l'Eglise s'est insurgée, au nom de Dieu et au nom de l'homme, contre l'imposition d'un pouvoir usurpé.

Une guerre insensée

L'Eglise doit aujourd'hui proclamer qu'une guerre nouvelle a commencé: une guerre totale contre l'homme. Une guerre qui veut d'abord mutiler l'homme pour ensuite le détruire. Une guerre qui veut aliéner l'homme de sa raison et de sa volonté, dans lesquelles s'exprime sa prodigieuse ressemblance à Dieu. Une guerre insensée où la mort de Dieu aurait pour prix la mort de l'homme.

C'est le privilège et la mission des chrétiens d'être des veilleurs appelés à signaler à tous les hommes les impasses et les pièges, d'indiquer les balises, et surtout de rendre compte de l'espérance dont ils sont à la fois porteurs et témoins.

Mgr Michel Schooyans

Journal Vers Demain

16 pages ou plus 5 fois par année
20 \$ pour 4 ans

Journal Vers Demain
1101 rue Principale
Rougemont, QC, Canada - J0L 1M0
Tél.: (450) 469 2209 Fax: 469 2601
Tél. Montréal: (514) 856 5714

Ci-inclus ma contribution pour Vers Demain

Nom.....

Adresse.....

.....

Téléphone

Don pour circulaires.....\$

Abonnez-vous au fameux journal Vers Demain et commandez des circulaires gratuites comme celle-ci. Indiquez la quantité:

Je veux circulaires.